

Services Vétérinaires Santé, Protection Animale et
Environnement
Cité administrative Jean Montalat
BP.314
19011 Tulle

Tulle, le 23/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PUYBOUFFAT Martine (FERNANDO)

577 route des Puys
"Le Breuil"
19120 Vegennes

Références : DDETSPP19202502902
Code AIOT : 0100305351

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/12/2025 dans l'établissement PUYBOUFFAT Martine (FERNANDO) implanté 577 route des Puys "Le Breuil" 19120 Vegennes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'effectue conjointement avec le service santé, protection animale de la DDETSPP19 dans le cadre d'un re-contrôle suite mise en demeure, qui avait mis en exergue la présence d'un volume de chiens supérieurs au seuil de la déclaration ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PUYBOUFFAT Martine (FERNANDO)
- 577 route des Puys "Le Breuil" 19120 Vegennes
- Code AIOT : 0100305351

Madame PUYBOUFFAT exerce une activité d'élevage canin sur la commune de Vegennes, elle effectue de la reproduction et de la vente de chiens de race Chihuahua et Pinscher.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 1.4.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 2.1.	Demande de justificatif à l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation n'est pas régulièrement déclarée, et son implantation ne permet pas à ce stade de respecter les 100 mètres réglementaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 1.4.
Thème(s) : Situation administrative, Régularisation installation
Prescription contrôlée : <i>L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants : - le dossier de déclaration ; - les plans tenus à jour ; - « la preuve de dépôt de la déclaration » et les prescriptions générales ; - les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, s'il y en a ; - les résultats des dernières mesures sur les effluents, le bruit et les odeurs, si elles existent ; - les documents prévus aux points 3.3, 3.6, 4.3, 4.7, 4.8, 5.1, 5.4, 5.8 du présent arrêté.Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</i>
Constats : La préparation de la visite, ainsi que la réalisation de celle-ci ont permis de mettre en évidence l'absence de déclaration initiale pour l'exploitation d'une activité en lien avec les chiens sur le site de l'installation. La visite a permis de constater la présence simultanée de plus de 10 chiens âgés de plus de 4 mois (46). Aussi l'exploitante, doit sous 1 mois déterminer son choix de procédure entre : - Abaisser son cheptel à moins de 10 chiens adultes pour être soumise au règlement sanitaire départemental ; - Déclarer son activité au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, auprès de la préfecture via le site : « service-public.fr ». Elle devra veiller au volume d'animaux détenus et au respect des seuils déclaratifs. Cette déclaration initiale est susceptible de faire l'objet d'une instruction pour aménagement des prescriptions applicables, notamment liée aux distances d'implantations. (cf constat suivant) À l'issue de ce délai, une mise en demeure au titre de l'article L.171-7 du code de l'environnement sera proposée à l'autorité administrative.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 2.1.
Thème(s) : Situation administrative, Implantation du site
Prescription contrôlée : <i>Les bâtiments d'élevage, les annexes et les parcs d'élevage sont implantés : - à au moins 100 mètres des habitations des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation) ou des locaux habituellement occupés par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés, ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents</i>

d'urbanisme opposables aux tiers ;

- à au moins 35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ;

- à au moins 200 mètres des lieux de baignade (à l'exception des piscines privées) et des plages ;

- à au moins 500 mètres en amont des piscicultures et des zones conchylicoles. Des dérogations liées à la topographie et à la circulation des eaux peuvent être accordées par le préfet.

Les parcs d'ébat, de travail et d'élevage sont implantés sur des terrains de nature à supporter les animaux en toutes saisons, maintenus en bon état, et de perméabilité suffisante pour éviter la stagnation des eaux. Toutes les précautions sont prises pour éviter l'écoulement direct de boues et d'eau polluée vers les cours d'eau, le domaine public et les terrains des tiers.

Constats :

Le site est implanté au sein d'un hameau, au lieu dit « le Breuil » sur la commune de Vegennes.

La distance réglementaire des 100 mètres n'est de ce fait pas respectée.

Aussi dans le cadre d'une déclaration initiale, il conviendra de s'assurer de l'accord des tiers impactés par l'exploitation, la procédure fera l'objet d'une instruction qui proposera la possibilité d'exploiter avec un aménagement de prescription ou l'impossibilité d'exploiter le site en l'état.

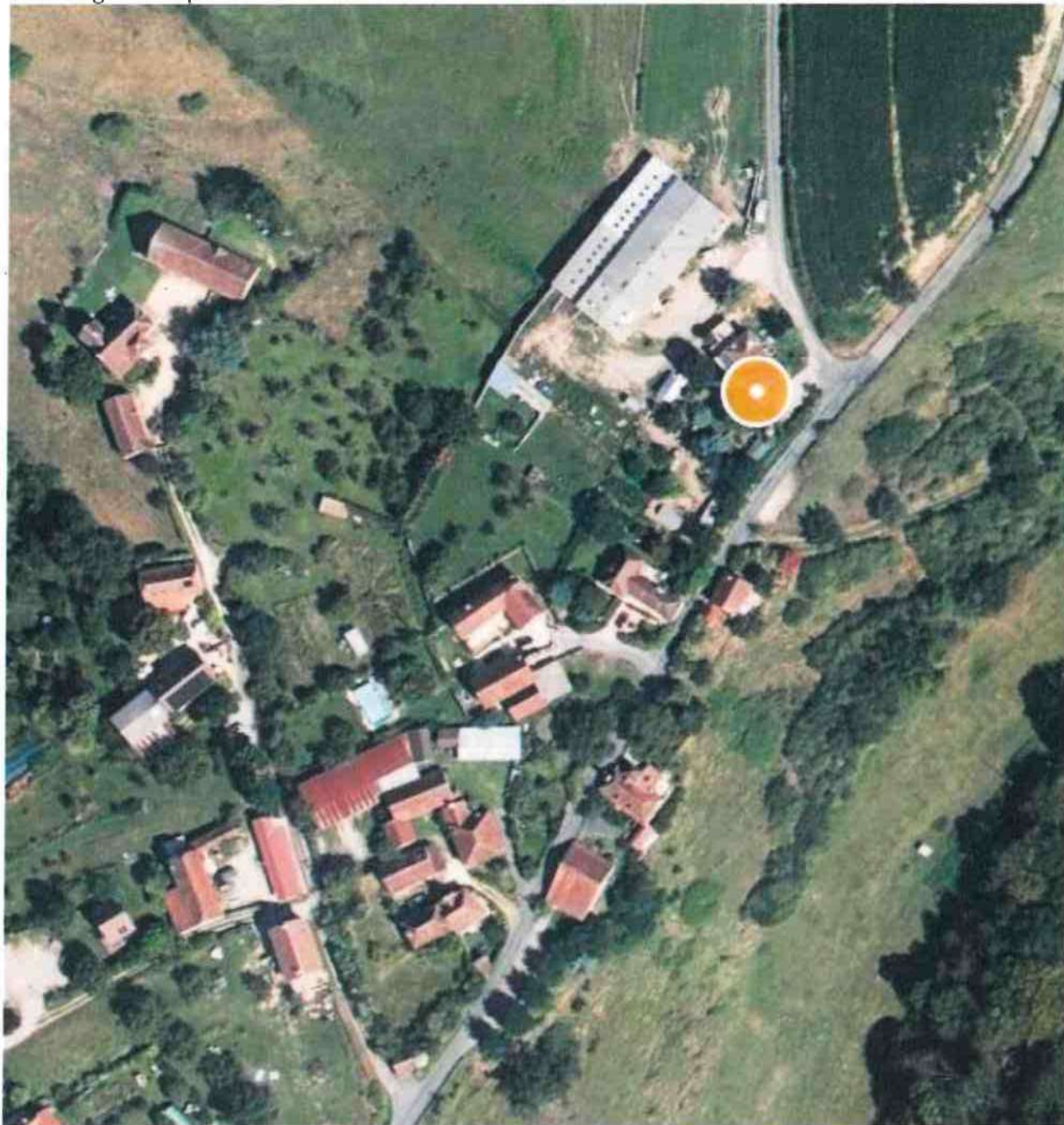
La démarche de demande d'aménagement sera conduite dans le cadre de la déclaration initiale qui doit être réalisée conformément au constat précédent.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Planche photographique associée à la visite d'inspection

N°2 : Règles d'implantation



Capture d'écran 2025-12-23 100911.jpg